

# Economie du terrorisme : l'exemple de Daech

Daech, acronyme arabe d'EIL (Etat islamique en Irak et au Levant), est considéré comme le groupe terroriste le plus riche du monde. Ainsi, d'après Jean-Charles Brisard, expert en financement du terrorisme, Daech gagnerait annuellement de 2,9 milliards de dollars grâce à ses différentes activités, soit plus que le PIB du Burundi.

La particularité de cette entité est qu'elle est très organisée politiquement et économiquement. Elle se veut être un Etat et est ordonnée comme tel avec à sa tête un chef, son adjoint, des ministres, des gouverneurs et un conseil militaire. Elle frappe également sa propre monnaie, fonction typiquement régaliennne. Contrairement à de nombreux autres groupes terroristes, Daech est autosuffisant sur le plan financier : grâce à la diversification de ses activités, il ne dépend plus uniquement de dons privés. Avant d'étudier de manière plus approfondie d'où vient l'argent de Daech, il est important de préciser qu'évaluer les revenus d'une telle organisation est très difficile. Non seulement la plupart de ses activités se font au marché noir, marché sur lequel il est par définition difficile d'évaluer les montants échangés, mais la situation de Daech au Moyen-Orient est également très changeante (puits de pétrole bombardés, prise/perte d'une ville), donc ses revenus aussi .

Donateurs internationaux : 150 000 dollars par jour (2 %)

Les financements internationaux reçus par Daech sont loin d'être sa principale source de revenus mais étudier qui sont ces donateurs permet de comprendre les logiques qui sous-tendent les conflits actuels au Moyen-Orient. Dans l'islam, il s'est opéré un schisme à la mort de Mahomet en 632 afin de savoir qui devait succéder au prophète pour diriger politiquement et religieusement la communauté musulmane entre d'une part les chiites qui estiment que seul un descendant de Mahomet peut lui succéder et d'autre part les sunnites qui pensent que c'est au plus fidèle et au plus vertueux de ses compagnons de devenir calife.

La carte ci-dessus montre la situation politique et religieuse au Moyen-Orient de nos jours. On remarque qu'il n'y a pas nécessairement convergence entre le culte pratiqué par la majorité de la population et le culte exercé par le pouvoir politique. Par exemple, les sunnites peuplent en majorité la Syrie mais c'est Bachar el-Assad, chiite (plus précisément alaouite), qui en est président. De même, l'Irak est majoritairement peuplée de chiites mais Saddam Hussein, sunnite, était à sa tête de 1979 à 2003. Même constat à Bahrein aujourd'hui.

A la mort de Saddam Hussein en 2006, les sunnites, minoritaires en Irak, perdent le pouvoir au profit des chiites. Nouri al-Maliki et Haïder al-Abadi deviennent alors successivement Premiers ministres

d'Irak. Ils mènent une politique discriminatoire à l'encontre de la population sunnite et se rapprochent de l'Iran chiite de Mahmoud Ahmadinejad. Il se crée alors un « arc chiite » politique au Moyen-Orient, constitué par l'Iran, l'Irak et la Syrie (auxquels on peut ajouter le Hezbollah, parti politique chiite libanais). Cet « arc chiite » est très mal perçu par les pétromonarchies du golfe Persique à majorité sunnite qui craignent de perdre leur domination politique nationale et régionale.

Or, en 2011, le « Printemps arabe » gagne la Syrie et les protestations populaires sont durement réprimées par Bachar el-Assad. Il s'ensuit une guerre civile qui est toujours en cours. Le Conseil National Syrien (CNS), autorité politique de transition créée en 2011, devient la principale opposition politique au régime syrien. Il est majoritairement composé de sunnites, tout comme la population syrienne (70 %). Comme Daech se réclame lui aussi du sunnisme, l'organisation profite du chaos en Syrie pour entrer en guerre en 2012 au côté des opposants au régime de Bachar el-Assad.

En éliminant un des alliés de l'Iran, grande puissance chiite régionale, les pétromonarchies du golfe Persique espèrent affaiblir son influence au Moyen-Orient et faire taire les revendications des populations chiites au sein de leurs propres frontières. C'est ainsi que des pays comme l'Arabie Saoudite, le Qatar ou le Koweït ont été amenés à financer Daech. Les financements internationaux sont à présent principalement des financements privés et ils représentent comme on l'a vu une part infime des ressources de Daech.

Hydrocarbures : 4 400 000 dollars par jour (55 %)

Pétrole : 3 000 000 dollars par jour (38 %)

L'Irak possède les 4èmes réserves de pétrole conventionnel au monde et ses principaux sites d'extractions se situent près de Bassora dans le sud du pays, dans la région de Kirkouk et proche de Mossoul dans le nord. De même, les sols de Deir el-Zor et Hassaka en Syrie sont riches en pétrole. On remarque sur la carte ci-dessus que Daech soit contrôle déjà ces zones, soit s'en rapproche dangereusement. Ainsi, il contrôle 15 % du pétrole irakien et 60 % du pétrole syrien.

Une fois ces zones conquises, Daech vend son pétrole au marché noir principalement en Turquie et en Jordanie à un prix estimé inférieur de 30 % du prix du marché (pour un baril de 50 \$, il le vend 35 \$). Il devient quasi impossible de tracer ce pétrole qui peut alors être vendu aux pays occidentaux.

Gaz naturel : 1 400 000 dollars par jour (17 %)

L'Irak et la Syrie sont également des territoires avec d'importantes réserves de gaz naturel (l'Irak possède les 12èmes réserves de gaz naturel les plus importantes au monde et la Syrie les 41ème). Or, Daech s'est emparé du site de production situé à Akkas, proche de Qaim, qui est la plus grosse réserve de gaz naturel d'Irak.

Impôts : 1 000 000 dollars par jour (13 %)

Comme tout Etat qui se respecte, Daech lève des impôts divers sur les populations des villes qu'il occupe. Ainsi, l'organisation a mis en place des taxes sur la consommation, sur les télécommunications, sur les camions traversant son territoire, sur le revenu des entreprises nouvellement créées, sur les chrétiens syriens en échange de sa protection (impôt connu sous le nom de jizya).

Voilà pour les 3 principales sources de financement « stables » de Daech (viennent ensuite la vente de phosphate, de ciment et de produits agricoles).

Daech gagne également de l'argent grâce à des activités plus irrégulières, comme le rançonnement et le pillage.

Une quinzaine d'otages occidentaux ont déjà été rançonnés par Daech. Sachant que le « prix » d'un otage varie entre 5 et 10 millions de dollars, l'organisation aurait touché environ 112,5 millions de dollars grâce à cette activité. Le pillage le plus spectaculaire commis par Daech est sans doute celui de Mossoul, 2ème ville du pays, en juin 2014. Après seulement quelques jours de combats, Daech prend le contrôle de la ville et s'accapare ses ressources. Elle s'empare ainsi de l'arsenal militaire laissé par les américains à l'armée régulière irakienne (chars, canons, avions), pour un montant total estimé à 3 milliards de dollars. De plus, l'organisation s'accapare l'argent présent dans la banque centrale d'Irak située à Mossoul : de l'or (200 kilos, soit environ 7 millions de \$) mais aussi les liquidités déposées par les banques (évaluées à 400 millions de \$). Au total, l'organisation aurait donc empoché 3 407 millions de \$ grâce à la prise de Mossoul. Ce schéma est reproduit à chaque fois qu'une ville est conquise (confiscation du matériel militaire et des ressources financières de la ville).